T2137 - 337 - 4,00 F

le monde libertaire

hebdomadaire

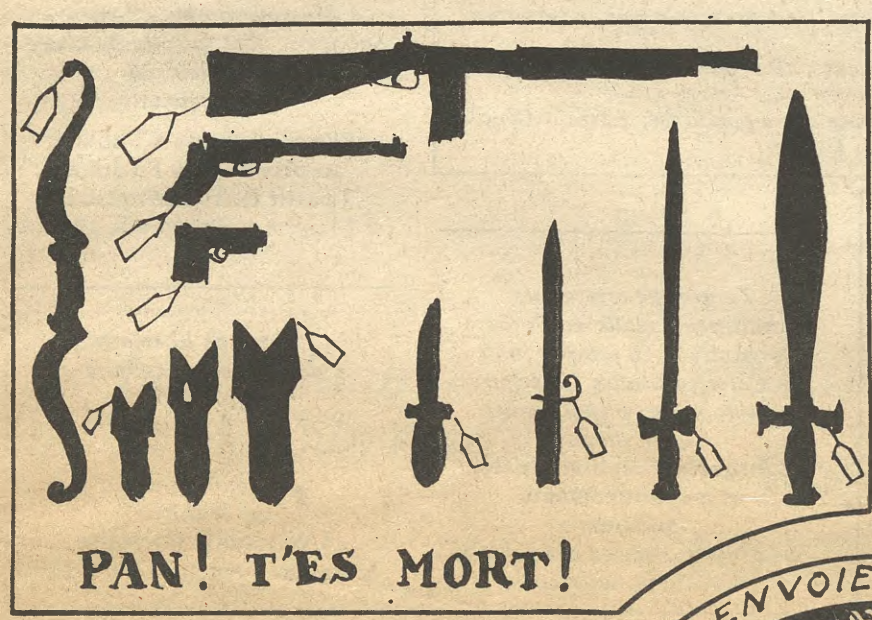
rédaction
administration
3 rue ternaux
75011 paris
tel: 805 34.08
ccp publico
1128915 paris

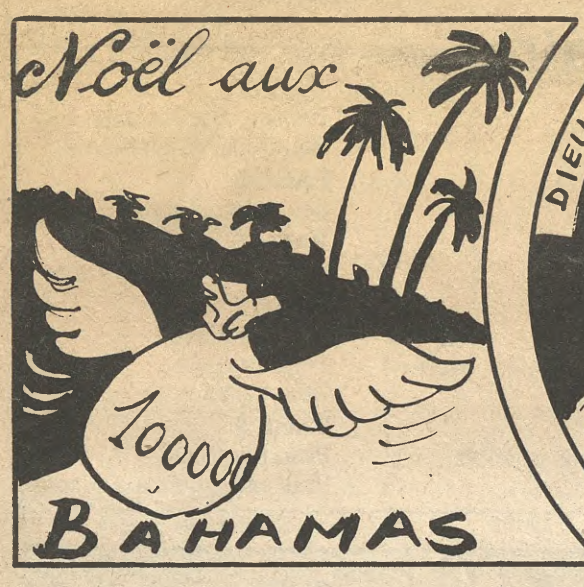
N°337 JEUDI 20 DECEMBRE 1979 4 F

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

CONFISEURS EN TRÊVE : DES CADEAUX EMPOISONNÉS !





Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

AISNE : SOISSONS
ALLIER : MOULINS
ALPES-MARITIMES : GROUPE DÉPARTEMENTAL
AUBE : TROYES
B.-D.-R. : MARSEILLE-AIX
DOUBS : BESANÇON
EURE-ET-LOIR : GROUPE BEAUCERON - EVREUX
GARD : GROUPE DÉPARTEMENTAL
GIRONDE : BORDEAUX-CADILLAC
HTE-VIENNE : LIMOGES
ILLE-ET-VILAINE : RENNES
INDRE-ET-LOIRE : TOURS
ISÈRE : GRENOBLE
LOT-ET-GARONNE : FUMEL-AGEN
MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
MANCHE : ST-LÔ
MORBIHAN : LORIENT
NIÈVRE : NEVERS
NORD : MAUBEUGE—VALENCIENNE
ORNE : LA FERTÉ macé-FLERS
PYRÉNÉES-ATLANTIQUES : BAYONNE-BIARRITZ
RHÔNE : LYON
HAUTE-SAVOIE : ANNECY-ANNEMASSE
SEINE-MARITIME : ROUEN-LE HAVRE
SOMME : AMIENS
TARN-ET-GARONNE ET AVEYRON : VILLEFRANCHE DE ROUERGUE
VAR : RÉGION TOULONNAISE
YONNE : FÉDÉRATION DÉPARTEMENTALE

BELGIQUE
SUD-LUXEMBOURG

*

* *

LIAISONS PROFESSIONNELLES

— LIAISON INTER-ENTREPRISES DES ORGANISMES SOCIAUX
— LIAISON DES POSTIERS
— LIAISON DES CHEMINOTS
— LIAISON DU LIVRE
— CERCLE INTER-BANQUES

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 11 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 2e, 5e, 6e, 7e, 10e, 11e, 13e, 14e, 15e, 16e, 18e, 19e, 20e.

BANLIEUE SUD
— FRESNES-ANTONY
— FRESNES NORD, L'HAY
— MASSY PALAISEAU
— ORSAY BURES
— SAVIGNY SUR ORGE
— CORBEIL ESSONNES
— DRAVEIL
— THIAIS, CHOISY
— ST MICHEL SUR ORGE
— VILLEJUIF
— MAISONS-ALFORT, ALFORTVILLE

BANLIEUE EST
— GAGNY, NEUILLY SUR MARNE, CHELLES
— MONTREUIL, ROSNY

BANLIEUE OUEST
— NANTERRE, RUEIL
— VERNEUIL, LES MUREAUX

BANLIEUE NORD
— VILLENEUVE LA GARENNE, ST-OUEN
— ASNIÈRES
— COURBEVOIE, COLOMBES
— SEVRAN, BONDY
— ARGENTEUIL

LIAISONS

De Aubenas, La Rochelle, Saintes, Hénin-Beaumont, Marennes-Oléron, Salon, Ardennes, Grasse, Vierzon, Bégard, Concarneau, Brest, Montpellier, Bourgoin, Orléans, Cherbourg, Chinon, Chaumont, St-Sever, Vendôme, Toulouse, Blois, St-Étienne, Le Puy, Laval, Metz, Creil, Clermont-Ferrand, Nord Seine-et-Marne, Maule, La Roche/Yon, Montauban, Poitiers, Nord de la Hte-Vienne, Épinal, Noyon, Florac, Ajaccio, Bastia, Angoulême, Firminy, Nantes, Mulhouse.

****

Groupe de Troyes : *les 1e et 3e mardis de chaque mois, de 19 à 21 h, 17 rue Charles Gros (1e porte à gauche).*

Groupe de Tours : Pour tout contact écrire à Claude Garcera, B.P. 2141, 37021 Tours Cédex.

Groupe de Rennes : *le mardi soir à partir de 20 h. à la MJC La Paillette.*

Groupe libertaire d'Angers : *tous les vendredis de 17 à 19 h. à la librairie La Tête en Bas, 17 rue des Poëliers à Angers.*

Groupe de Marseille : *le samedi de 14 à 16 h. au local « Culture et Liberté », 72 Bd Eugène Pierre à Marseille.*

Groupe Hédonien de Fumel : *point de rencontre possible au bar de l'Arnaque, 17, rue Léon Jouhaux, tous les soirs après 21 h.*

Région toulonnaise : *le samedi de 15 h. 30 à 19 h. au local du Cercle Jean Rostand, rue Montebello à Toulon.*

Groupe Proudhon de Besançon : *au local du groupe, 97 rue Battant, le mercredi de 18 h. 15 à 20 h. et le samedi de 15 à 17 h.*

Groupe Eugène Varlin : *Petite salle du Patronage laïc, 72 avenue Félix Faure, (15e), métro Boucicaut, tous les mercredis de 19 à 20h.*

Groupe du Havre et région « L'Entraide » : *dans les locaux du CES, 16 rue Jules Tellier, 76 000 Le Havre, permanences le lundi, mercredi, samedi de 18 à 19 h.*

Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : *le mercredi de 18 à 20 h. et le samedi de 14 à 18 h., en son local 7 rue du Muguet à Bordeaux.*

Groupe d'Amiens : *peut être contacté en écrivant à B.P. 7 - 80 330 Longueau.*

Groupe Élisée Reclus d'Aix-en-Provence : *tous les samedis de 10 à 13 h. à la table de presse tenue devant le Palais de Justice, et tous les mercredis de 10 à 16 h. dans le hall de la Fac de Lettres.*

Groupe de Rouen : *le samedi de 15 à 17 h., rue du Gros Horloge.*

Liaison St-Étienne : *tous les jeudis à partir de 19 h., au local CNT-SIA à la Bourse du Travail, 15 cours Victor Hugo à St-Étienne.*

Groupe Jacob : *le lundi de 18 à 20 h. et le samedi de 14 à 16 h., au 51 rue de Lappe, Paris 11e.*

Groupe Louise-Michel : *le lundi de 18 à 20 h., le mercredi de 16 à 19 h. (en même temps que la permanence du collectif IVG), le samedi de 17 à 19 h., 10 rue Robert Planquette, Paris 18e.*

Groupe Emma Goldman : *le jeudi de 17 à 20 h. et le samedi de 16 à 18 h., 51 rue de Lappe, Paris 11e.*

Groupe Voline : *26 rue Piat, paris 20e, tous les samedis de 14 à 16 h.*

Groupe La Boétie : *les seconds et quatrièmes mercredis de chaque mois à 20 h. 30, Centre administratif, mairie d'Asnières.*

Groupe Soleil noir de Cadillac : *tous les samedis de 14 à 19 h, 26 rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES).*

Groupe Fresnes-Antony : *mercredi, jeudi, vendredi de 14 à 19 h, samedi de 10 à 19 h, dimanche de 10 à 13 h, 34 rue de Fresnes à Antony, métro Antony (tél. 668-48-58)*

Groupe d'Argenteuil : *tous les samedis de 15 h 30 à 18 h 30, 28 rue Carême Prenant à Argenteuil (au fond de la cour).*

Groupe libertaire de Sevran-Bondy : *adresse postale : Cercle d'Etudes Libertaires, Centre Alfa de Bondy, 3 allée des Pensées - 93140 Bondy*

Permanence des Relations Intérieures de 14 à 17 h

On ne le trouve pas à la Samaritaine

Le groupe de Bordeaux vient d'éditer un calendrier pour l'année 1980, avec des dessins de J.P. DUCRET sur des thèmes chers aux révolutionnaires.

Ce calendrier est en vente à Publico au prix de 20 F l'unité (+ 3,50 F de frais de port si vous désirez vous le faire expédier).

Vous pouvez vous le procurer directement auprès du groupe de Bordeaux, 7 rue du Muguet à Bordeaux ou le commander à cette même adresse où l'on vous fera une remise de 25% à partir de 5 exemplaires commandés. Les règlements effectués auprès du groupe de Bordeaux doivent être faits à l'ordre de G. Durou.

Le groupe Maurice Fayolle de Tours vient d'éditer une série d'enveloppes, format 22/11cm, avec l'emblème de la Fédération Anarchiste : le drapeau noir « Ni dieu ni maître » et la phrase de Louise Michel : « Le pouvoir est maudit, c'est pour cela que je suis anarchiste ».
Les tarifs sont de 10 F pour 50 env., 19 F pour 100 env., 36 F pour 200 env., port compris.
En vente à Publico, et pour toute correspondance, écrire à Claude Garcera BP 2141, 37021 Tours Cédex.

COMMUNIQUÉS

Le groupe de la région toulonnaise assure tous les dimanches matin, au marché aux Puces de Toulon (La Valette), une vente du Monde Libertaire ainsi que de livres, brochures, etc.

Tous les sympathisants libertaires ou individus intéressés, habitant Cergy-Pontoise ou proche région, peuvent contacter les Relations Intérieures, en vue de créer un groupe.

Le groupe ROUGE Y NEGRO de Domont annonce sa création et appelle les sympathisants de la région à venir le rejoindre. Pour tout contact, soit par les R.I., soit sur le marché de Domont tous les dimanches.

Un groupe est en formation sur Évreux. Les personnes de la région qui sont intéressées peuvent le contacter par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

La liaison de Montpellier et l'Hérault appelle tous les sympathisants et camarades intéressés par la relance des activités de celle-ci et dans le but d'affirmer notre éthique spécifique anarchiste auprès de la population, à se constituer en groupe de la Fédération Anarchiste sur la région. Thèmes travaillés actuellement : l'éducation antiautoritaire, la lutte anti-nucléaire, la société anarchiste (par ex., indiens Sioux, Espagne 36, mouvement makhnoviste) et enfin la lutte des femmes contre la domination phallocratique et l'exploitation capitaliste.

Les camarades anarchistes intéressés par la création d'un groupe sur Plessis-Robinson et ses alentours (92) peuvent prendre contact par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

Le groupe communiste libertaire de Valenciennes invite tous les anarchistes et sympathisants de la région, à le contacter par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

Le groupe du 14e appelle ses sympathisants à le contacter par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

Le groupe de Cadillac informe qu'à partir du mois de décembre, il assurera tous les vendredis matin une vente du Monde Libertaire, au marché de Langon, ainsi que tous les samedis matin au marché de Cadillac.

Directeur de la publication
Maurice Laisant
Commission paritaire n° 55 635
Imprimerie «Les marchés de France»
44, rue de l'Ermitage, Paris 20e
Dépot légal 44 149 - 1e trimestre 1977
Routage 205-Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Le groupe E. Varlin a édité une brochure
Revue de la presse anarchiste internationale
consacrée à des traductions d'articles parus dans différents journaux anarchistes
Elle est en vente à Publico au prix de 1 F.

A l'occasion des Jeux Olympiques le groupe Sacco-Vanzetti a édité une affiche

Moscou 80
Un record olympique !
Après une révolution trahie
60 ans d'exploitation capitaliste...
...60 ans de dictature marxiste...

Elle est en vente à Publico au prix de 2 F l'unité au-dessous de 10 ex. et de 0,60 F à partir de 10 ex.

A l'occasion des Jeux Olympiques le groupe Commune de Kronstadt vient d'éditer une affiche

A Moscou comme ailleurs...
Solidarité avec la lutte de classe du prolétariat international

Elle est en vente à Publico au prix de 0,70 F l'unité à partir de 10 exemplaires 2 f l'unité en dessous de 10 ex.

Le groupe anarchiste Maurice Fayolle de Tours organise le 10 janvier 1980 un Cercle d'Etudes Libertaires réservé aux sympathisants sur le thème
L'organisation anarchiste et les mouvements sociaux
à 20 h à la Faculté des Lettres de Tours, salle 108

Le groupe libertaire de Marseille organise en son local 72 Bld Eugène Pierre à Marseille 13005 une réunion-débat sur le thème
L'éducation libertaire
le samedi 5 janvier 1980 à 14 h

Sommaire

PAGE 1
Editorial
PAGE 2
Activités F.A.
PAGE 3
En bref
Amis lecteurs
Amiens : procès
Ça y est ! la loi Bonnet est passée !
L'individu et l'État
PAGE 4
Syndicat ou conseils ouvriers
Sécurité sociale
Beullac, bas les pattes
Poudrerie de Clérieux
PAGE 5
Jeux olympiques
PAGE 6
Relations internationales
PAGE 7
Liste de livres
Théâtre
Spectacles
PAGE 8
Prud'hommes
Pour un syndicat agricole

ABONNEZ-VOUS

LE MONDE LIBERTAIRE
Redaction-Administration: 3 rue Ternaux 75011 Paris
Tél. 805.34.08 CCP Publico 11 289-15 Paris

TARIF

	France	Sous pli fermé	Etranger
3 mois	50 F	78 F	55 F
6 mois	95 F	150 F	110 F
12 mois	180 F	280 F	210 F

* Tarif Etranger: RFA, Benelux, Suisse, Italie, Canada.

Abonnez vous

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)

Nom..... Prénom.....
N°..... Rue .....
Code postal ..... Ville .....
à partir du N°..... (inclus). Pays .....
○ Abonnement ○ Réabonnement
Règlement (à joindre au bulletin):
○ Chèque postal ○ Chèque bancaire ○ Mandat-lettre
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre-poste.

en bref...en bref...

Antimilitarisme
Ici...
Jean-Luc Simonnet, insoumis, a été arrêté lors d'un contrôle policier, le vendredi 7 décembre, à Boulogne/Seine. Il a été immédiatement transféré à la caserne Dupleix et devrait comparaître bientôt devant le juge d'instruction du TPFA de Paris.

Vendredi 30 novembre, Gilles Morard, insoumis, a également été arrêté au domicile de ses parents. Mis aux arrêts de rigueur à la caserne Sathonay, il a entamé une grève de la faim.

Et là...
Les pays dits socialistes voient également leur armée populaire remise en cause : Igor Kortchnoï, insoumis, vivant depuis plus d'un an en clandestinité, a été arrêté le 13 novembre par la milice soviétique. Remis entre les mains des commissaires et du KGB, il risque 3 ans de camp... pour insoumission à l'armée du peuple.

En Hollande, une trentaine de militants du groupe antimilitariste « Onkruit » ont occupé le consulat de France à Amsterdam, en solidarité aux objecteurs-insoumis ayant occupé l'ambassade de Belgique à Paris (M.L. 332). Occupation toujours : le groupe « Onkruit », peu avant le 10 novembre,, avait également occupé le consulat général à Amsterdam. Arrestation, fouilles, cellule... après 3 heures de détention, les 30 antimilitaristes seront relachés, le consul ne portant pas plainte (infos communiquées par le GSI).

Dans l'académie de Créteil, les élèves ne peuvent plus apprendre la langue occitane. Le recteur, en supprimant le cours d'occitan assuré, depuis deux ans, au lycée Joliot Curie de Noisy-le-Grand, ne respecte donc pas les décrets gouvernementaux ; le centralisme étatique s'est donc retiré sa dernière couverture d'ouverture régionaliste.

Gérard Coulon, déjà licencié pour avoir osé publier les critiques qu'il formulait à l'encontre du CAP, Maison d'Enfants de St Sever (Landes) dans la *Voix du Cap*, bulletin d'expression libertaire, est, cette fois-ci, mis en détention provisoire à la maison d'Arrêt de Mont-de-Marsan. Son seul tort est d'avoir conservé des rapports et de s'opposer à la manipulation des jeunes de la Maison d'Enfants de St Sever, en remettant entre les mains des intéressés eux-mêmes leur propre sort. Pour le soutenir, écrivez-lui à la Maison d'Arrêt de Mont-de-Marsan, 4 bld Dulasson 40012 Mont-de-Marsan.

Pour un nouveau local souscrivez massivement

Amis lecteurs

Vous le savez, nous avons lancé la semaine dernière, une campagne de souscription pour PUBLICO.

Il n'est peut-être pas inutile de rappeler que le propriétaire refuse de renouveler le bail, et que nous serons contraints, dans les prochaines semaines, de quitter la rue Ternaux.

Une librairie nous étant indispensable pour soutenir le journal (l'autre l'étant par les souscriptions permanentes), nous avons décidé de profiter de cette contrainte pour améliorer la superficie et l'emplacement de PUBLICO.

Pour ce faire, nous avons besoin d'une somme importante pour acheter un bail (afin que le loyer ne soit pas trop élevé) ou même un local, d'où on ne pourrait plus nous expulser.

Il est encore trop tôt pour préjuger des sommes qui pourront nous rentrer, mais une chose est certaine : que chacun fasse un effort de don ou de prêt, et nous pouvons nous procurer ce local indispensable.

Nous avons besoin de 350000 F, somme qui, sans doute, semblera importante pour n'importe lequel d'entre nous,

Mais l'anarchisme représente une force. Cette force doit se manifester à nouveau pour que la représentation que constitue PUBLICO, soit la meilleure possible.

350000 F, cela signifie 700 lecteurs qui donnent ou avancent 500 F à leur journal !

CROYEZ-VOUS QUE CELA SEMBLE IMPOSSIBLE ?

VOUS AUSSI PARTICIPEZ A CETTE SOUSCRIPTION.

C'EST ENSEMBLE QUE NOUS CONSTRUIRONS L'ANARCHISME.

C'EST ENSEMBLE QUE NOUS ACQUERRONS DE NOUVEAUX LOCAUX POUR PUBLICO.

Salutations anarchistes
Les Administrateurs
H. TRINQUIER - J.P. GIRAUD

A tous les amis lecteurs qui nous verseraient des prêts, nous demandons de joindre au versement les conditions dans lesquelles ils désirent être remboursés et, en particulier, la durée pendant laquelle ils peuvent effectuer ce prêt.

L'individu et l'État

On peut dire que la théorie sociale anarchiste est la seule qui place l'individu au-dessus de la société, c'est-à-dire proclame que celle-ci doit être au service de l'homme et non l'inverse : c'est un fait évident, puisque les anarchistes luttent avant tout contre l'État, justement parce qu'ils le considèrent non seulement comme inutile, mais de plus, contraire à l'émancipation de l'homme.

Les seuls, en effet, puisqu'aussi bien la droite que la gauche n'aspirent partout qu'à arriver au gouvernement, là où elles n'y exercent pas encore le pouvoir. Et l'on peut prendre n'importe quel exemple d'État, de droite ou de gauche, pour voir à quelle sauce sont mangés les individus. On pourrait dire, ou plutôt on a pu dire, que dans les pays de capitalisme privé - justement ! - un certain individualisme a existé. En effet, si l'on s'en réfère à l'exemple le plus typique, les USA, l'individu a eu pendant quelques temps, possibilité de s'épanouir. Rappelons-nous comment des Ford, des Rockfeller, ont démarré... On a qualifié cela d'individualisme de droite et effectivement, cette conception n'a rien à voir avec celle revendiquée par les anarchistes. Mais si j'ai voulu cependant l'évoquer, c'est pour signaler que le fossé qu'on croyait exister entre capitalisme privé et États dits « socialistes » ou « communistes », tend de plus en plus à se combler : les pays de capitalisme privé copiant les méthodes des pays « socialistes », où les individus sont moins contestataires et remettent moins en cause l'institution « État ». Pour en revenir à nos pays « socialistes », combien de fois n'a-t-on pas entendu, en effet, de la bouche de tant d'éminents marxiens : « l'individu n'existe pas, seule la collectivité compte ! ». L'État, dans ces pays-là, a montré, je crois, l'extrême limite d'asservissement que l'on peut imposer à l'individu. Et ceci, non seulement, sur le plan politique et économique, mais aussi moral, intellectuel, culturel ou religieux.

Il ne faut donc pas s'étonner si les États à gouvernement de droite - ou simplement « libéral » - tendent à se rapprocher du modèle totalitaire. Quel État, en effet, ne rêve pas d'un total assujettissement de ses citoyens ! L'uniformité dans tous les domaines, le conformisme imposé à tous les individus, voilà les meilleurs garants de nos gouvernants. Il suffit de regarder aujourd'hui les progrès faits dans ce sens et ceux que l'on s'empresse de réaliser. En France la totale mainmise de l'État sur tous les moyens d'information (TV, Radios, la plupart des journaux) laisse présager de joyeux lendemains !

Et à ce petit jeu-là, si les frontières, elles-mêmes, ne disparaissent pas, elles ne s'opposent sûrement pas à l'internationalisation de l'abrutissement des individus par les États de droite ou de gauche !

Pour illustrer cela, je citerai le phénomène dont j'ai pu être témoin cet été à travers de nombreux pays européens aux horizons politiques variés (du néo-fascisme aux pays « socialistes », en passant par certains autres libéraux), le phénomène « disco ». On aime ou on n'aime pas, là n'est pas la question, bien que...! De plus, en entendre pendant des heures à la TV, à la radio, diffusé par des dizaines et centaines de milliers de disques, là, c'est trop. Il serait cependant trop facile de se limiter à un simple problème de quantité. En effet, au mépris de toute identité culturelle, de l'Espagne à la Yougoslavie, en passant par la RFA, cette musique a résonné, associée, bien entendu, aux inévitables tee-shirts à l'effigie d'un Travolta, entre autres. Un monde d'invidus totalement décervelés, un monde de robots se met en place et le renforcement, partout dans le monde, des États - opposant un totalitarisme de plus en plus forcené aux efforts d'une partie de la population qui veut se dégager de toute tutelle - montre bien leur désir de domination absolue.

Mais il faut noter que l'individu, malgré et contre tout, a toujours été un facteur d'évolution, de progrès, d'émancipation, et en cela, s'est heurté à l'hostilité des États. L'individu a, de tout temps, surmonté toutes sortes de problèmes et devra y parvenir encore, mais il est certain qu'à l'allure à laquelle les États tentent de dépersonnaliser les individus, il sera de plus en plus difficile à ceux-ci de se dégager du carcan que l'État leur impose. Plus le temps passe, et plus le réveil sera dur !

GILLES (groupe S. Faure de Bordeaux)

AMIENS :

de nouveau, des anarchistes devant les tribunaux

Le 11 novembre 1978, afin de dénoncer le défilé militaire où l'armée tente de nous montrer un visage humain pour mieux se faire accepter de la population et redorer ainsi son blason quelque peu terni par tant de guerres, de sang et de tortures... mais également en solidarité avec les paysans du Larzac qui préparaient leur marche sur Paris du 2 décembre, trois militants du groupe anarchiste d'Amiens (Fédération anarchiste) et un sympathisant distribuaient un tract antimilitariste.

Tract dans lequel était exposé le véritable rôle de cette institution :
- L'ARMEE, C'est le crime (n'est-ce pas ! victimes de toutes les guerres.),
- L'ARMEE RESTE L'ECOLE DU CRIME (n'est-ce pas ? jeunes appelés abrutis par la discipline militaire .),
- L'ARMEE, C'EST L'ARBITRAIRE (n'est-ce pas ? objecteurs, insoumis et déserteurs.),
- L'ARMEE, C'EST LE DERNIER REMPART DU POUVOIR CONTRE LES TRAVAILLEURS (n'est-ce pas , peuples chilien, tchèque et d'ailleurs...),
- L'ARMEE BRISE LES GREVES (n'est-ce pas ? éboueurs parisiens.), et L'ARMEE EXPROPRIE AU LARZAC.

Bref, rien que des évidences que nul individu honnête et sensé ne peut contester !

Le ministre des Armées n'est, bien sûr, pas de cette sorte d'hommes, puisqu'il a porté plainte !

Avoir eu le culot d'exprimer ce que nous pensions de cette entreprise criminelle nous avait déjà valu 13 heures de garde à vue, perquisitions, fichage..., nous voici maintenant inculpés pour avoir commis les délits (eh oui ! s'exprimer est devenu un délit !) d'injures et diffamations envers l'armée, en distribuant un tract contenant des expressions outrageantes, des termes de mépris ou des invectives envers l'armée et des allégations et imputations de faits portant atteinte à l'honneur et à la considération de l'armée... tout un programme, on croit rêver !

Le procès aura lieu le 9 janvier 80 à 14 h 30 au Palais de « justice » d'Amiens. Venez nombreux !

Pour nous, militants de la Fédération Anarchiste, quand nous passerons devant le tribunal correctionnel, pas question de mendier la clémence d'un juge entièrement aux bottes d'un pouvoir de plus en plus fascisant ; ce procès, NOUS LE VOULONS POLITIQUE ET OFFENSIF !

Nous serons là pour réaffirmer notre haine de l'armée, intrument de toutes les classes dominantes pour réprimer dans le sang toutes les tentatives d'émancipation des travailleurs,

notre haine de cette société d'exploitation, pour réaffirmer notre volonté de lutter jusqu'au bout, avec la même énergie, jusqu'à l'effondrement du vieux monde et la construction d'une société libertaire qui entraînera la disparition de l'armée,

pour réaffirmer notre entière solidarité avec tous ceux qui sont en lutte contre l'institution militaire : objecteurs, insoumis, déserteurs, paysans du Larzac, etc.

Mais nous serons là, également, pour dénoncer cette « justice », complice de l'État, de l'armée, qui écrase tous ceux qui refusent cette société prétendûment libérale avancée aux relents de fascisme où tout ce qui est différent et n'accepte pas, est aussitôt réprimé et réduit au silence !

Cette « justice » n'est qu'une justice de classe, instrument au service de l'État, pour briser tout ce qui remet en cause son existence, nous n'avons donc pas à nous justifier devant elle, ni même à demander sa clémence !

De toute façon, rien ne nous fera taire ! Quelque soit le verdict de ce procès, notre antimilitarisme ne pourra s'en trouver que renforcé.

LA LIBERTE D'EXPRESSION NE SE MENDIE PAS, ELLE SE PREND !

C'est pourquoi ce procès sera le prétexte de diverses manifestations antimilitaristes : meeting, tracts, manifs...

Joignez-vous à nous pour bien montrer à l'État, l'armée et la justice que leur répression n'entame nullement notre volonté de lutter contre le capitalisme :

Adressez au Président du Tribunal de Grande Instance d'Amiens, des lettres pour lui dire que vous partagez notre point de vue concernant l'armée, que vous avez distribué, vous aussi, ce fameux tract et que vous demandez donc à être inculpé, au même titre que
Bavard Jean-Michel,
Blaise Bertrand,
Verrière Isabelle,
Triplet Patrick.

Renvoyez-nous vos papiers militaires (que nous remettrons au juge, le jour du procès).

Envoyez également des télégrammes de soutien au Président du Tribunal de Grande Instance d'Amiens (Palais de Justice 80000 Amiens), ce 9 janvier.

FACE A LA REPRESSION DE L'ETAT SOLIDARITE !

Devant la volonté persistante du MAN de récupérer tout ce qui est objection, renvoi de papiers militaires, soutien au Larzac..., nous précisons que notre combat ne se réclame nullement de la non-violence.

Les lettres de soutien, livrets militaires, ainsi que toute autre correspondance, sont à envoyer à la B.P. 7 80330 Longueau.

Groupe anarchiste d'AMIENS de la Fédération Anarchiste

Ça y est ! La loi Bonnet est passée !

Camarade, si tu as le malheur d'être un peu trop bronzé, alors fais gaffe ! Les temps risquent d'être encore plus durs pour toi.

Logiquement, on devrait entendre bientôt le concert habituel de protestations virulentes, les comparaisons avec les rafles de 1942 au Vel d'Hiv, la gauche qui pense s'émouvoir sur le sort de ces pauvres immigrés, les « Nouvel Obs », le « Matin » et consorts, pleurer à chaudes larmes, les organisations d'extrême-gôche faire une manif (République-Bastille, par exemple) pour dire bien haut que ces procédés sont dégueulasses, dignes du plus beau temps du fascisme, etc. Et puis plus rien...

Alors je pense qu'il faudrait rafraîchir la mémoire à tous ces champoins des droits de l'homme !

Il y a déjà un moment que l'on en parlait des lois Barre-Bonnet-Stoléru (Sieg Heil !). Ça ne date pas d'aujourd'hui que je sache ! La première fois, il y a eu un rassemblement devant l'Assemblée nationale : au total, un peu moins de 300 personnes. C'est léger ! Où étaient les lecteurs de « Libération », par exemple ? Où étaient messieurs Marchais et Mitterand ? A part quelques militants du MRAP, de la Ligue des Droits de l'Homme et des militants CGT et CFDT, pas un chat.

Faut dire que mobiliser là-dessus, c'est très dur ! Pour les partis de gôche, ce n'est pas électoral du tout, pour les organisations, c'est seulement de quoi se donner bonne conscience en appelant sans venir aux manifs, pour les syndicats, faut pas tout mélanger, pour les autonomes, les manifs des immigrés, ce n'est jamais l'occasion de se friter avec les CRS...

Et merde, agissez ou bien fermez vos gueules !

Avant que la loi ne passe, combien d'entre vous ont tenté de saboter un contrôle de police dans le métro ? Combien ? Combien d'entre vous les ont laissés faire ça ? (C'est aussi valable pour certains « anarchistes » qui sont surtout bavards !).

Bon. Aujourd'hui, leur putain de loi, elle est là ! En vigueur, comme on dit. Alors, qu'est-ce qu'on va faire maintenant ?

Il n'y a pas trente-six solutions !

Ou bien chacun agit selon ses méthodes, seul ou en groupe, en organisation, etc., pour essayer d'enrayer le processus qui nous conduit tout droit vers le bruit de bottes...

Ou bien chacun ferme sa gueule, rentre dans sa boîte, ne dit rien, ne voit rien, n'entend rien et alors tant pis pour nous.

Nous l'aurons vraiment voulue « la bête immonde », en parfaits accoucheurs « du ventre encore fécond » !

Si, même, les anarchistes se taisent là-dessus, ou bien se contentent de dénoncer mollement, alors Libertad doit se retourner dans son urne funéraire !

GILBERT
sympathisant

Anarchie, autogestion et organisation

Syndicat ou conseils ouvriers ?

AUTOGERER NOTRE EXPLOITATION OU AUTOGERER NOTRE LIBERATION ?

Si effectivement le projet communiste anarchiste est profondément clair, c'est avant tout parce que les analyses et critiques révolutionnaires qu'il émet, loin d'être fondées sur des abstractions idéelles ou superficielles, s'appuient sur des constatations effectives et concrètes à partir du donné socio-économique réel. Si les communistes-anarchistes luttent pour l'administration et la gestion de la société nouvelle par tous les individus-producteurs constituant cette société libre, ils prennent la précaution élémentaire de définir au préalable la réalité fondamentale de ce qu'ils entendent par « individus producteurs » et par « société libre ». En effet, la société à venir que nous voulons édifier, n'est pas n'importe quelle société et les individus que nous entendons y être, ne sont pas, eux non plus, n'importe qui. Expliquer que le projet anarchiste revient à remettre les moyens de production, de distribution et de consommation, non pas à un parti, à un gouvernement ou à un syndicat, mais à tous les individus constituant la société, n'amorce en aucune sorte une rupture avec le capitalisme et un progrès quelconque vers l'émancipation effective du prolétariat. La révolution sociale et la construction d'une société authentiquement révolutionnaire, ne passent pas simplement par l'appropriation par les individus (?) ou par la classe ouvrière de cette société. Elle passe par la destruction des rapports de production actuels et des structures fondamentales qui les organisent : économie marchande, salariat, État... Il ne s'agit pas d'exproprier les capitalistes de la société salariale, pour ensuite, nous-mêmes, gérer cette société salariale. Nous ne luttons pas pour l'administration et la gestion du capitalisme par tous les individus (?), organisés de façon fédéraliste. Pour nous, l'anarchie ne peut être l'autogestion de cette société-là. Si dans la phase révolutionnaire et insurrectionnelle, la production que le prolétariat aura à organiser, sera encore largement dépendante de l'état des forces productives que la bourgeoisie nous aura légué, il est indispensable que cette production soit immédiatement basée sur la satisfaction des BESOINS REELS.

La RUPTURE entre le capitalisme et l'anarchie devra être immédiate ou elle ne se fera jamais. Certes, elle devra s'effectuer progressivement pour aboutir à la destruction définitive du système marchand en tant que tel, mais c'est dès les premiers jours de la révolution que tout se décidera. Cette destruction complète de la production marchande, du système salarial et de l'État (support historique du Capital) est dès le début de la période révolutionnaire et insurrectionnelle, la première et essentielle des priorités.

La société nouvelle que nous voulons, elle, sera COMMUNISTE parce que la structure économique qui l'articulera, ne pourra nécessairement être que la gestion directe, totale, permanente et COMMUNE de la production, suivant les besoins humains réels de tous et de chacun.

La société que nous voulons, elle, sera ANARCHISTE parce que la structure sociale qui l'articulera, ne pourra être que le libre contrat FEDERATIF entre tous les individus-producteurs, libres et égaux, à toutes les échelles de libre production et de région.

Mais le fait fondamental, c'est que cette gestion et cette coordination ne peuvent avoir lieu dans le cadre aliénant de la production actuelle destinée, non pas à satisfaire nos besoins naturels, mais à méthodiquement produire du profit.

Cette organisation communiste et anarchiste de la VIE COLLECTIVE implique à terme évident la destruction totale des espaces et des unités de production qu'a développés le capitalisme en concentration ; la destruction de la valeur, de la division du travail, de l'échange, de l'opposition entre villes et campagnes, ainsi que des schémas idéologiques qu'il véhicule : sexisme, hiérarchisme, racisme.

Toute autogestion qui voudrait s'effectuer en préservant, au cours d'une première phase « transitoire », les structures de base du capitalisme (salariat, rentabilité, profit, propriété, héritage, monnaie...) ne ferait, comme toutes les expériences du prolétariat nous l'ont malheureusement démontré, que perpétuer l'existence de l'ordre actuel.

Si l'autogestion des travailleurs ou gestion ouvrière prend la place de la gestion patronale dans cette société actuelle, la société anarchiste ne restera qu'un mythe perpétuel ou un vœu pieux infini, car les causes profondes de l'exploitation et de la domination de l'homme par l'homme, pour être différemment camouflées, n'en resteront pas moins cruellement existantes.

C'est ce que Kropotkine avait d'ailleurs bien vu à l'encontre des schémas marxistes et éducationnistes traditionnels : « *Dans leurs plans de reconstruction de la société* », disait-il, « *les collectivistes commettent une double erreur. Tout en parlant d'abolir le régime capitaliste, ils voudraient maintenir néanmoins deux institutions qui forment le fond de ce régime : le gouvernement représentatif et le salariat...* ».

Un processus révolutionnaire ne peut déboucher sur une société radicalement différente que s'il détruit les fondations salariales et étatiques du système marchand contemporain.

Si les tentatives révolutionnaires de ce siècle ont toutes avorté, ce n'est pas, comme le pensent certains révolutionnaires de la demi-mesure, parce qu'elles ont été trop loin et trop vite, mais justement parce qu'elles se sont arrêtées en route.

Kropotkine a d'ailleurs suffisamment montré que « *les divers rouages de notre organisation économique sont si intimement liés entre eux qu'on n'en peut modifier un seul sans les modifier dans leur ensemble* ».

Le capitalisme moderne se structure à partir du SALARIAT, le profit patronal n'est pas un concept descendu du ciel, c'est une réalité quotidienne qui n'a pu naître et se perpétuer que de l'exploitation de la force de travail ouvrière assujettie, assujettissement concrètement matérialisé et organisé par la structure SALARIALE de la société.

« *L'histoire est le tableau déroulé dans le temps de l'organisme collectif, dont l'esclave, le plébéien, le serf et le prolétaire ne sont que les citoyens mineurs* », Proudhon, « La création de l'ordre ».

En effet, Proudhon dans « La création de l'ordre », a mis à jour le fait crucial que l'histoire était « *LE DEGAGEMENT DIALECTIQUE des lois de l'organisation du travail et de la société économique* » et dans le deuxième mémoire, il conclut sur cet autre fait fondamental « *que l'histoire est une lutte permanente entre l'accumulation du capital et le travail subalternisé et asservi...* ».

A partir de là, il est clair que le SALARIAT n'est effectivement rien d'autre que le prolongement historique et dialectique du servage et de l'esclavage. Prétendre donc faire de l'autogestion sans détruire le salariat immédiatement (ce que nous proposent toutes les castes étatico-politicardes depuis 68), c'est nous laisser simplement le loisir d'auto-administrer notre servitude.

Peut-on nous dire qu'elle aurait été la valeur émancipatrice de l'autogestion dans la société féodale, si les serfs, après avoir « détruit » l'État, s'étaient mis à gérer et administrer la société, en conservant le mode de production et de distribution servile.

Peut-on nous dire à partir de là, quelle serait la valeur émancipatrice de l'autogestion dans la société salariale, si les travailleurs, après avoir « détruit » l'État, se mettent à gérer et administrer cette société, en conservant le mode de production et de distribution salarial.

Relisons « La conquête du pain », analysons l'histoire avec cohérence, l'État moderne n'est que l'expression POLITIQUE de la domination salariale, tout comme l'État féodal ne fut que l'expression politique de la domination servile. Vouloir aujourd'hui abattre l'État, en perpétuant le salariat, sous une forme ou sous une autre, ça n'est que retomber involontairement ou pas dans le bourbier social démocrate ou léniniste, c'est s'attaquer aux effets sans détruire la cause, bref, c'est échouer d'avance.

à suivre

Groupe Commune de KRONSTADT

BEULLAC, Bas les pattes

Nous avons rencontré, au Havre, le 5 décembre, Yvon de la « coordination lycéenne du 3 décembre » qui nous a expliqué les buts et les raisons de la lutte des lycéens du secteur technique du Havre. Les lycéens et collégiens des sections classiques et modernes ne participent pas à ce mouvement, sauf les élèves du lycée Claude Monnet qui ont exprimé leur solidarité à leurs camarades du technique. Les parents d'élèves de la Fédération Cornec soutiennent activement leurs enfants, ils ont organisé une manifestation le 6 décembre. Au cours de cette manif, le groupe F.A. du Havre a distribué un tract, bien accueilli par l'ensemble des lycéens. Après celle-ci, le mouvement de grève s'est arrêté dans les LEP et les C.E.T. Un meeting s'est tenu à la Bourse du Travail le 11 décembre avec la participation de la coordination lycéenne, de la Fédération Cornec, des syndicats d'enseignants du technique et de l'enseignement général. Malgré la désunion visible des syndicats et grâce à la fermeté de la coordination lycéenne et de certains parents d'élèves présents dans la salle, il a pu être décidé de garder des contacts entre les différentes composantes, de fixer une A.G. et de mettre en place le boycott des stages Beullac.

Nous apprenons par ailleurs que d'autres lycées de la région normande semblent vouloir rejoindre la lutte des lycéens du technique du Havre. Laissons la parole à Yvon.

Groupe l'Entraide : Peux-tu nous faire un bref historique de votre lutte ?

Yvon : La lutte est partie du lycée Montjoly qui appelait tous les L.E.P. et C.E.T. à une grève contre les stages en entreprise du plan Beullac. Jeudi 29 novembre, 95% des lycéens ont suivi le mouvement de grève et les élèves manifestaient l'après-midi. Le vendredi, l'action est poursuivie, avec paralysie complète de tous les C.E.T. et L.E.P. Le samedi, manif à l'Hôtel de Ville avec délégation reçue par l'adjoint au maire qui assure les grévistes de son soutien. Depuis, après un vote à 80% pour la continuation, nous sommes toujours en grève.

Quel contenu avez-vous donné à vos revendications ?

Les 10 jours de stage seront faits consécutivement sans abaissement du niveau de l'examen, ce qui fait que les programmes ne seront pas bouclés, donc échecs au BEP plus fréquents. Nous voulons faire notre stage dans notre section, car avec le plan Beullac, un menuisier peut faire son stage dans la menuiserie, mais aussi dans la métallurgie par exemple. Nous exigeons la rémunération des stages, car nous ne voulons pas servir de main-d'œuvre gratuite, alors que le chômage augmente et que nous prendrions gratuitement le poste d'un ouvrier. Enfin nous ne voulons pas servir de jaunes car Beullac prévoit le remplacement des grévistes par des stagiaires.

Nous voulons une meilleure culture générale, car faire de nous des ouvriers sans culture, c'est nous empêcher de nous opposer puisque nous ne seront plus aptes à le faire. Beullac veut faire de nous des *ouvriers dociles*.

Quelle a été la réaction des institutions (bahuts, gouvernement, mairie, etc.) ?

Les élèves ont été menacés d'exclusion (au L.E.P. Jules Siegfried). Les directeurs nous ont reçus et nous ont assurés qu'il n'y aurait pas de sanctions du fait de la grève.

Quel avenir comptez-vous donner à votre mouvement ?

Nous voulons étendre le mouvement dans toute la France, pour cela nous avons envoyé des délégations et nous attendons la réponse du rectorat, afin de coordonner notre action et de monter à Paris au ministère.

Et la répression ?

Pour l'instant, les flics en restent à la provocation, un copain s'est fait rouler sur les pieds par une de leurs motos. Lorsque nous allons, soit à l'ANPE, soit faire des piquets de grève devant nos bahuts, ils sont agressifs, mais pour l'instant, il n'y a pas eu d'affrontements.

Etes-vous seuls dans cette lutte ?

Nous avons le soutien de la mairie, de la Fédération Cornec, de l'APEP et de la CGT.

Le groupe de la Fédération Anarchiste du Havre et région assure les lycéens et collégiens de son soutien dans leur lutte pour un enseignement laïc de qualité, où la formation strictement professionnelle ne doit pas se faire au détriment de matières aussi importantes que le français par exemple.

Si les dispositions du sieur Beullac étaient mises en application, les lycéens du technique se retrouveraient demain dans la production, ou plus souvent au chômage avec encore moins de culture générale ; mais le pouvoir et le patronat n'ont-ils pas fait les preuves qu'ils préfèrent des jeunes ouvriers/chômeurs sans culture et donc plus facilement exploitables.

A l'école, aujourd'hui, le sort des lycéens est déjà entre leurs mains.

Demain, à l'usine, sur le chantier, au bureau, il leur faudra aussi lutter de façon autonome dans leurs syndicats pour la disparition de l'homme par l'homme, et le socialisme libertaire.

Groupe l'Entraide du Havre de la Fédération Anarchiste

Sécurité sociale Action directe

Depuis trois semaines, une lutte collective s'est engagée au centre de la Sécurité Sociale de Fresnes.

La dizaine de guichetiers qui le composent, sont décidés à ne plus rendre leur fiche de production quotidienne, prouvant qu'ils ont bien fait le nombre de dossiers demandés (80 en moyenne, soit environ 1 toutes les 5 mn).

Un émoi s'est emparé du personnel d'encadrement ; en effet, sachant que la notation du personnel dépend surtout du nombre de dossiers faits (nombre devant correspondre à des données statistiques préétablies), celui-ci s'est vu atteint dans son rôle de juge et d'arbitre, n'ayant plus la possibilité d'effectuer son contrôle sur les agents.

Et il advint ce qu'il devait arriver :
pressions individuelles,
chantage,
recherche du meneur, du fauteur de trouble.

Hélas, l'action étant collective et spontanée, aucun meneur n'a pu être mis à l'index. Et alors que la période des notes annuelles arrive à terme en décembre, le problème se pose dans son entier : qui réprimer, quelle tête faire tomber ? On parle de donner une note collective.

Ce n'est, certes, pas une lutte qui figurera dans les annales du monde du travail, mais l'intérêt de celle-ci vient du fait qu'elle n'a pas comme seul but une revendication économique, mais qu'elle s'attaque, à travers la fiche de production, au système de notation et réclame le droit d'être considéré comme un être humain à part entière, et non comme une donnée statistique que manipule des technocrates suivant les besoins du moment. Effectivement, l'informatique s'est emparée des services sociaux, et le rôle de l'employé qui, à l'origine, consistait à servir d'intermédiaire entre l'assuré et une législation souvent abstraite, avec tout ce que cela pouvait comporter comme relations humaines et sociales, est de plus en plus transformé en un travail axé sur l'ordinateur central chargé de retranscrire et de coordonner les codifications représentant le remboursement des soins. Le rôle social s'est estompé, afin de satisfaire des besoins de production et de rentabilité que la situation économique et sociale impose.

Le personnel du centre de Fresnes, résolu dans son action et dirigeant lui-même sa lutte, entend imposer dans les faits son droit à ne pas subir la politique de la carotte et du bâton, et appelle tous ses collègues de la Sécurité Sociale à le suivre dans son action, en refusant collectivement le principe du rendement.

Un membre du groupe FRESNES-ANTONY, travaillant à la Sécurité Sociale

SOUTENEZ LE MONDE LIBERTAIRE

Poudrerie de Clérieux : encore un mort

Trois ans après la terrible explosion de la poudrerie de Clérieux où sept ouvriers avaient trouvé la mort, un nouvel accident mortel s'est produit le mercredi 28 novembre.

Il était environ 10 h 30 lorsqu'une violente déflagration blessa très grièvement une employée, Mme Henriette Veni, 57 ans, domiciliée à Bourg-les-Valence. Le visage et le haut du corps profondément brûlés, le bras et la main gauches déchiquetés, Mme Veni qui était au poste de malaxage, fut transportée à l'hôpital de Romans. Elle n'a pas survécu à ses blessures et est décédée le 6 décembre.

A l'origine de cette explosion, le tricinate. Dans un communiqué, la CGT « réclame l'abandon de l'utilisation du tricinate, produit instable qui a remplacé, dans les amorces de chasse, le fulminate. Ce remplacement obéit au seul intérêt des marchands et fabricants de munitions. Le tricinate est en effet bien moins cher et moins volumineux, mais il explose sans que l'on sache toujours les raisons ». Pour la CFDT « le tricinate... est mal maîtrisé. Mais le fulminate de mercure, anciennement utilisé, a tué hélas de nombreuses fois. On constate que les accidents se produisent souvent en fin de poste. La sécurité du poste de travail semble être encore en cause ».

Ce nouvel accident mortel fut vivement ressenti par le personnel de l'entreprise. A l'appel de la CGT, un arrêt de travail et une manifestation furent organisés, le jeudi 6 décembre, devant la préfecture de la Drôme à Valence.

En cinq ans, trois explosions ont provoqué la mort de huit employés. NON, ce n'est pas une fatalité ! Au nom du profit et de la rentabilité, les mesures de sécurité ne sont plus respectées. Les patrons s'enrichissent en mettant la vie de leurs employé(e)s en cause. Ici, comme ailleurs, les travailleurs en font une nouvelle fois les frais.

Gilles GLEIZAL
(Liaison FA Aubenas)

Quand cessera-t-on de fabriquer des engins de mort ? (NDLR)

JEUX OLYMPIQUES DE MOSCOU :

BOYCOTT !

« En ce moment les soviétiques préparent les Jeux Olympiques de 1980 à Moscou et ils feront tout leur possible pour que ce soit une réussite, pour qu'ils donnent une impulsion nouvelle aux nobles idées d'amitié et de paix ».

L. Brejnev

Dans quelques mois maintenant s'ouvriront, à Moscou, les prochains jeux olympiques, merveilleuse compétition sportive, émouvante trêve sacrée qui, comme chacun sait, permet aux hommes du monde entier de se donner la main, dans un élan de fraternité. Et comme le déclare si noblement L. Brejnev, ces jeux vont, sans aucun doute, donner une impulsion nouvelle aux idées d'amitié et de paix. On en pleurerait !

Décidément, le cynisme voire le ridicule est devenu monnaie courante en ce bas monde. Car cette « petite phrase » vaut bien celle de Videla qui, lors de l'ouverture de la Coupe du monde que l'on sait, il y a deux ans, déclarait d'une manière tout à fait débonnaire : « Bienvenus sur cette terre d'asile et de liberté » !

Deux ans après l'Argentine, le sport va donc une nouvelle fois servir de faire-valoir à une dictature des plus sanglantes. Comme pour les jeux olympiques de Berlin en 1936, organisés par Hitler, à la gloire du nazisme, aujourd'hui, ceux de Moscou vont chercher à redorer l'image de marque d'un État qui a besoin de légitimer ses crimes et sa répression, car il est clair que les dirigeants soviétiques, en organisant ces prochains jeux, espèrent, en effet, avant tout, réaliser une opération politique. En exportant une image pour le moins idyllique de leur régime et monter ainsi une vaste opération de consolidation de ce régime aux yeux de l'opinion internationale, mais aussi de leur propre peuple.

D'un « évènement » à un autre ou l'histoire d'une collaboration

Oser prétendre, comme le font encore certains, que l'URSS et l'ensemble des pays de l'est sont les ennemis farouches de toutes les dictatures militaires, relève, bien entendu, de la plus grande des crapuleries, quand on sait que l'URSS est un des plus fidèles soutiens des militaires argentins, ne serait-ce, par exemple, que par les ventes d'armes.

Le rapprochement de ces deux « évènements sportifs » permet donc de mettre l'accent sur l'étroite collaboration entre ces deux pays. D'un côté, un soutien politique non négligeable : l'URSS et les pays de l'est ont toujours bloqué les votes à l'ONU, pour l'envoi d'une commission des Droits de l'Homme en Argentine, et pour cause !

De l'autre, un soutien économique, l'URSS est le premier client de l'Argentine pour ses importations de produits agricoles. D'autre part, l'URSS et les pays de l'est (Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie) ont toujours eu une tradition d'assistance envers l'Argentine qui, du reste, n'a jamais cessé de s'accroître. En 1974, un crédit de près d'un milliard était accordé à l'Argentine par ces quatre pays. En 1978, c'est un prêt de quatre milliards de dollars qui a été accordé par l'URSS, pour la construction d'un barrage sur le Panama.

Bref, comme on peut le constater, les régimes totalitaires et fascistes semblent faire bon ménage, secrétant au passage les mêmes tares, une constatation qui, pour les anarchistes, n'est d'ailleurs pas une nouveauté.

Situation en URSS

Plus de 60 ans après la révolution d'octobre qui vit la prise du pouvoir par le parti bolchévique, la situation en URSS est loin d'être, tant s'en faut, « ce paradis » qu'on nous avait promis. Cette situation est claire : une dictature au service d'une nouvelle classe bourgeoise qui perpétue l'exploitation de l'homme par l'homme, l'omnipotence d'une police devenue la clé de voûte d'un régime totalitaire, une classe ouvrière bâillonnée et asservie, la création artistique et intellectuelle totalement muselée, le travail forcé, l'esclavage, la déportation massive de millions d'hommes et de femmes dans des camps et des prisons, un racisme et un antisémitisme, phénomène déjà très ancien en URSS, et qui continuent à se développer. Bref, un bilan très « positif » !

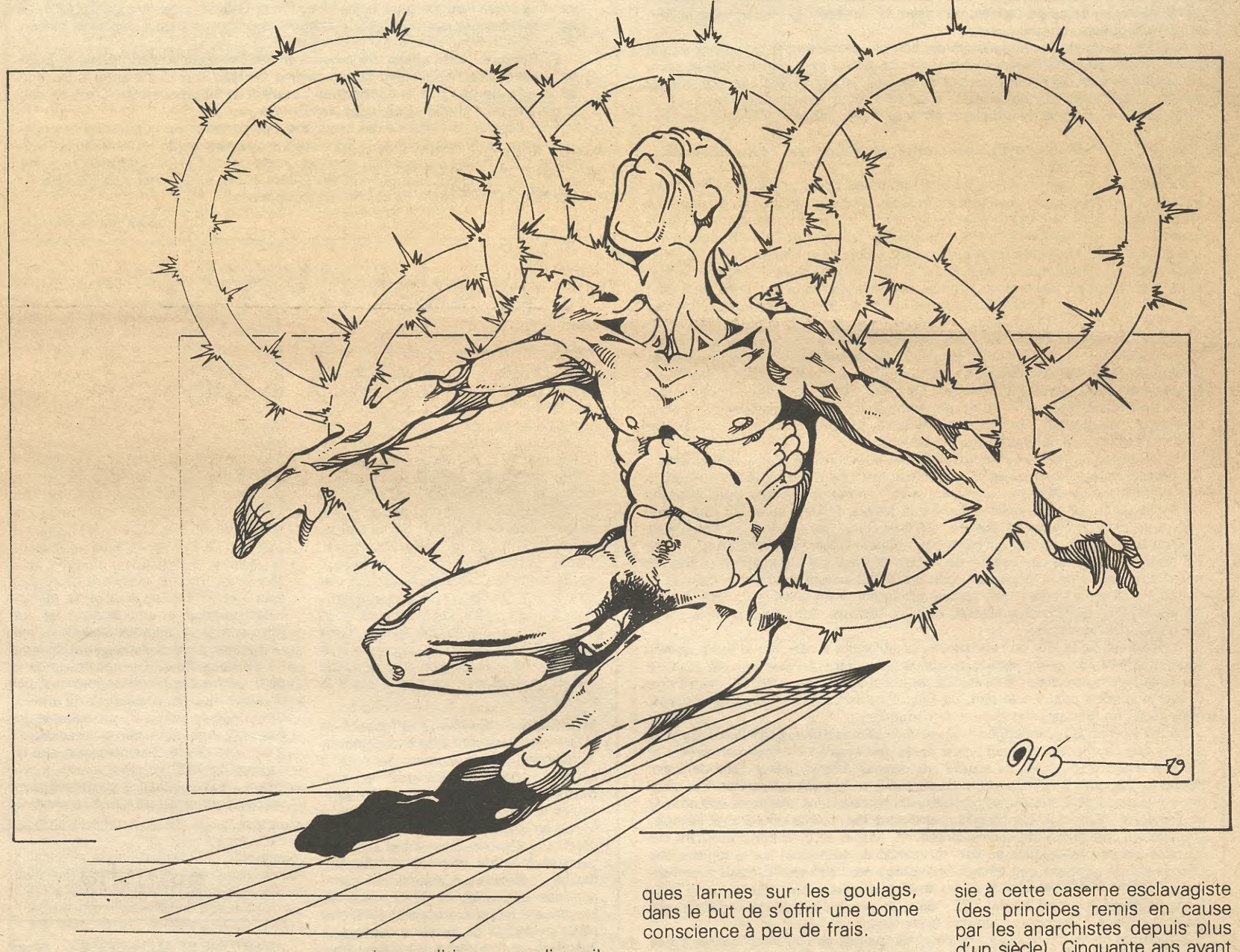
L'URSS, aujourd'hui, ce sont douze millions de dissidents et un univers concentrationnaire à l'échelle du pays. Selon un rapport d'Amnesty International, on dénombre actuellement environ un million et demi de prisonniers politiques et dix millions de droit commun, près de 700 camps, prisons, prisons psychiatriques dans lesquelles sont détenus les dissidents soviétiques, et 200 camps environ qui sont répartis dans toutes les régions d'URSS.

Il est cependant impossible d'évaluer la totalité de ces lieux où souffrent et meurent les victimes du régime soviétique, parmi lesquelles beaucoup d'enfants.

Il s'agit là d'un des plus vastes arsenal répressif qui sévit, aujourd'hui, sur la planète, et le système des hôpitaux psychiatriques, mis en place par la bureaucratie soviétique, reste le moyen de répression le plus dur et le plus impitoyable.

Le boycott

C'est donc cette odieuse réalité que le gouvernement soviétique va chercher à masquer en organisant ces prochains jeux, et appeler au boycott c'est, évidemment, chercher à empêcher que ces dirigeants ne parviennent à réaliser cette opréation politique. Car un peu partout, on ne manquera certes pas, à travers une simple campagne de dénonciations, de verser quelques larmes sur les goulags, dans le but de s'offrir une bonne conscience à peu de frais.



Boycotter les jeux de Moscou doit nous permettre d'apporter notre soutien à tous ceux qui luttent en URSS, comme à toute l'opposition qui renaît dans l'ensemble des pays de l'est. C'est lutter contre une répression qui, là comme en Argentine ou partout ailleurs, frappe les classes ouvrières exploitées ; cela doit nous permettre aussi de dénoncer cette hypocrisie qu'est l'idéologie olympique, cette institution qu'est le sport et qui, en URSS, où l'on dénombre pas moins de 52 millions de pratiquants (1/5 de la population) n'est rien d'autre q'une des branches de l'appareil capitaliste étatique. La pratique sportive de masse et le développement de la compétition au nom « du socialisme », n'étant qu'un des moyens les plus raffinés de contrôle social.

Mais participer à cette campagne pour le boycott des jeux olympiques, c'est surtout l'occasion de dénoncer à nouveau le « socialisme autoritaire » et les principes sur lesquels il est fondé et qui ont conduit la Russie à cette caserne esclavagiste (des principes remis en cause par les anarchistes depuis plus d'un siècle). Cinquante ans avant la révolution d'octobre, Bakounine ne prévoyait-il pas avec exactitude ce qu'il adviendrait de la liberté, de l'égalité réelle dans une société régie par des conceptions marxistes ? Partout, malgré les tripatouillages, les diversités d'interprétation et d'application, le marxisme a échoué.

L'histoire ne nous a-t-elle pas démontré que toutes les révolutions qui se sont réclamées de la théorie marxiste-léniniste, ont débouché inévitablement sur la mise en place de régimes oppressifs.

Voilà aussi et surtout ce qu'il faut mettre en lumière à travers ce boycott et réaffirmer ainsi que le socialisme sera libertaire ou ne sera pas.

Denis LAROUSSINIE

informations internationales

CHRONIQUE DE BELGIQUE

Le procès « Graindorge et Cie » s'est donc ouvert, mercredi 5 décembre, devant la 22e Chambre correctionnelle de Bruxelles, présidée par Mme Simone Schmidt. Ils sont sept à comparaître : Michel Graindorge, Michel Cheval, Jacques Roland, Françoise Villers, Odette Haas, Maurice Appelmans et Isabelle de Andrès. Marc de Laever est toujours en fuite. Trois d'entre eux sont détenus : Michel Graindorge, Michel Cheval et Jacques Roland.

Graindorge et Cheval sont inculpés de complicité d'évasion avec transmission d'arme (peine maximale 5 ans), ainsi que de recel de malfaiteur (peine maximale 2 ans). Le recel concerne aussi les autres inculpés. A signaler également la prévention de faux pour Cheval, Villers, Roland et de Laever.

Comme il fallait s'y attendre, c'était la grande foule pour assister à l'ouverture du procès de l'année. D'entrée de jeu, Jacques Roland qui, jusqu'à présent, s'était tu, fit une déclaration dans laquelle il admettait avoir hébergé Vandeputte et Van Oirbeek. De son côté, Françoise Villers rétracta ses accusations contre Michel Graindorge. Mais cette première journée devait être marquée par une offensive de Graindorge, lui-même, accusant la Sûreté de l'État d'avoir voulu criminaliser son cabinet d'avocat. Il accuse l'inspecteur Godfroid du Groupe de répression du banditisme et qui s'occupa de l'instruction de l'affaire, d'être un agent de la Sûreté de l'État. Il rappela que M. Raes, administrateur de la Sûreté, lui avait fait comprendre, au début de l'année, de cesser ses activités en rapport avec la RFA et Klaus Croissant, en particulier.

Les défenseurs de l'avocat s'élevèrent contre son arrestation en rappelant que Noëlle Besse, pourtant dénoncée par Hejili (co-détenu avec françois Besse, comparaissant avec lui devant la Chambre du Conseil, le jour de son évasion), n'avait pas fait l'objet d'un mandat d'arrêt. « Cela fait deux poids, deux mesures ! », lancèrent-ils à l'adresse du procureur M. Jean-Pierre Jaspar. La séance s'acheva vers 13 heures.

Le lendemain, la foule était moins dense, on entrait plus facilement dans la vétuste salle d'audience.

Sommée par la présidente du tribunal de choisir enfin une version des faits, Isabelle de Andrès nuança ses propos accusateurs pour Michel Graindorge. Elle rétracta le terme « réunion en vue de l'évasion de Besse », pour une nouvelle version. Ainsi, ce serait en passant avec Michel Cheval chez l'avocat, pour sortir ensemble, qu'ils l'auraient trouvé en conversation avec Noëlle Besse. Celle-ci disait que son frère pensait à se suicider si elle ne l'aidait pas à s'évader. Il faut savoir que François Besse risquait de se faire extrader vers la France où il était bon pour les Q.H.S.. Michel Graindorge aurait dit pouvoir indiquer le chemin vers la Chambre du Conseil. Mais l'a-t-il fait ? Mystère !

Michel Cheval, par contre, endosse un maximum de responsabilités sans dénoncer quiconque. « Quelqu'un » l'aurait mis en contact avec Vandeputte et Van Oirbeek, et il les aurait conduits « quelque part » en France. Pour l'évasion de Besse, il nie toute participation active. Ce serait Besse, lui-même, qui lui aurait remis tous les objets que la PJ a saisi à son domicile de Linkebeek. Cela pour décharger « quelqu'un » qui l'aurait aidé à s'évader. Mme Schmidt n'avait pas l'air très convaincue par cette version des faits.

Quant au fait qu'aucun mandat d'arrêt n'avait été délivré contre Noëlle Besse, M. Jaspar fit remarquer qu'en Belqique, un membre de la famille d'un détenu ne commet pas de délit en l'aidant à s'évader, à moins que des délits annexes ne s'y joignent. Or Hejili avait déclaré que Noëlle Besse n'avait fait que transmettre un plan du Palais de Justice. Il n'était donc pas possible au Parquet de délivrer un mandat d'arrêt sur cette base. Quant à Michel Graindorge, il avait bel et bien été accusé par Isabelle de Andrès. Toutes ses rétractations ultérieures n'y changeaient rien. On pouvait toujours se demander quand elle mentait et quand elle disait la vérité. Bref, pour le procureur, il ne fallait pas y voir de machination. Rien que de plus normal, de plus habituel. Cette fois, c'est le public qui n'était pas convaincu.

Le vendredi fut le jour du réquisitoire, ce qui attira à nouveau la toute grande foule, d'autant plus que c'était le jour de la grève générale décrétée par la FGTB contre la loi-programme et pour les 38 heures/semaines en 1980. M. Jean-Pierre Jaspar n'apporta pas, à vrai dire, de faits accablants pour Michel Graindorge, mais plutôt un faisceau d'indices et de déductions.

Pour l'évasion de Vandeputte, ce fut une démonstration par l'absurde. Qui d'autre que Graindorge pouvait l'aider après son évasion ? C'était son avocat et il était à la tête d'un comité de soutien aux détenus. Michel Cheval, l'ami de Graindorge, l'a planqué. Il l'a reconnu. « Quelqu'un » le lui a fait rencontrer. Qui d'autre que Graindorge ?, conclut le procureur en rappelant les premières accusations de Françoise Villers et le plan confidentiel d'alerte des polices trouvé chez l'avocat.

En ce qui concerne l'évasion de Besse, M. Jaspar se base principalement sur les relations psychologiques au sein du comité de soutien et sur le registre des prisons qui démontrent que Michel Graindorge était son seul contact avec l'extérieur, même si Michel Cheval l'a vu le 14 mai et sa sœur, Noëlle, le 15 juin. François Besse, lui, s'est évadé le 26 juillet. Qui pouvait le prévenir que les armes étaient en place ? Graindorge, affirme le procureur.

L'exclamation de l'avocat : « François, ne fais pas ça ! », s'expliquerait parce que Besse ne s'en tenait pas au plan convenu, en prenant le juge Durand en otage.

M. Jaspar fait également état d'un mot griffonné par Graindorge dans l'agenda de Michel Cheval : «... Que les dieux pâlissent de notre audace ? Non ? Si, bien sûr ! 11 h 30. 23 juin ». S'il faut en croire le procureur, ce mot fait allusion à un premier projet d'évasion où Mesrine devait intervenir en pleine Chambre du Conseil. Ce projet aurait avorté à cause de l'arrestation d'un complice.

Ensuite, M. Jaspar rapporte que l'enquête de la PJ, après l'évasion, conduit vers un port d'Espagne où se trouve l'«Orania», le bateau de Noëlle Besse. Qu'est-ce que les policiers y trouvent ? L'adresse de Michel Cheval, l'ami fidèle de Michel Graindorge. La perquisition à son domicile est des plus fructueuses. On y trouve deux talkies-walkies, avec les empreintes de Besse, des cartouches similaires à celles engagées dans l'arme abandonnée dans la Chambre du Conseil, un tube de colle « pattex » du type de celle qui servit à coller les armes sous les bancs de la Chambre du Conseil, une robe d'avocat tachée de colle, le double des clés de la moto Ducati dont s'est servi Besse, des perruques diverses, etc.... Quel conservateur quand même ce Michel Cheval !

Enfin, il rappelle les accusations précises portées par Isabelle de Andrès. Elle s'est rétractée, soit, mais : « la solidarité est une vertu qui ne fait pas toujours le compte de la vérité ». Pour conclure, il aura ces mots qui feront pleurer la présidente : « Je suis profondément désolé que des truands et des tueurs nous obligent à nous réunir ici pour nous entre-déchirer entre gens chargés de servir la Justice ». Justice, vous avez dit Justice ?

En définitive, le procureur a requis la condamnation de Michel Graindorge et de Michel Cheval ainsi que celle de Jacques Roland, Françoise Villers et Marc de Laever. Par contre, il ne s'opposerait pas à l'acquittement de Odette Haas, Maurice Appelmans et Isabelle de Andrès.

Le procès continue en matinée le mercredi 12, le jeudi 13 et le vendredi 14.

MANIFESTATION INTERNATIONALE CONTRE LES MISSILES NUCLEAIRES « PERSHING II » ET « CRUISE », DIMANCHE 9 DECEMBRE A BRUXELLES

Il pleut et il vente, en cet après-midi dominical. Cela n'a pas empêché des milliers de personnes (20000 ?!) de manifester à l'appel du CNAPD (Centre National d'Action pour la Paix et le Développement), sur les boulevards du centre de Bruxelles, contre l'implantation des missiles nucléaires en Europe et pour l'ouverture de négociations avec l'Union soviétique. Les délégations étrangères étaient venues nombreuses et certaines en masse, comme les Turcs, les Allemands et les Néerlandais. Sur les trottoirs, une foule nombreuse aussi et plutôt sympathisante, applaudissant aux calicots les plus originaux. Tout ce qui, en Belgique, s'oppose aux armes nucléaires, était représenté, mais les Flamands étaient venus plus nombreux que les Francophones. Pour qui avait l'ouïe fine, on détectait cependant des différences d'opinion entre les « Pas de nucléaire pour les militaires » des communistes et les « pas de nucléaire, pas de militaires » des Amis de la Terre, par contre, on n'a pas vu de délégation de « Laissez-les vivre », comme quoi ! Dans l'ensemble, la manifestation s'est déroulée dans le calme, si l'on excepte quelques incidents qui ont opposé la police (toujours elle !) à des anarchistes Allemands et Néerlandais aux abords de la gare du midi. A 17 H 30, le défilé arrivait à la place Rouppe pour le meeting. Pierre Galand, président du CNAPD, et les représentants des délégations étrangères prirent la parole depuis le balcon de la Maison Syndicale, avant la dislocation.

En Belgique, cette affaire des missiles américains pourrait bien devenir le point de chute d'un gouvernement coincé comme marteau et enclume entre le blocage de la réforme de l'État et l'opposition sociale à sa loi-programme. C'est ce que laisse entendre l'hebdomadaire bruxellois *Pourquoi pas ?*.

Tout dépend de l'attitude des socialistes très partagés sur la question des missiles entre un Ernest Glinne, catégoriquement contre, et un Henri Simonet (ministre des Affaires étrangères), énergiquement pour. Celui-ci briguerait le poste de M. Luns au secrétariat général de l'OTAN, paraît-il. Le spectre de Paul Henry Spaak hante-t-il l'esprit de ce cher Henri Simonet ?

Jean-Marie NEYTS

allemagne

FRANCFORT — Le 14 novembre, le Service des Etrangers de la ville de Francfort faisait savoir à onze étudiants Iraniens qu'ils étaient menacés d'expulsion en raison « d'incidents » survenus en juillet dernier : ils avaient alors pris à partie des agents de SAVAK, la police politique - et tortionnaire - du schah. Le procureur général avait déposé une plainte et le tribunal de Francfort devait statuer sur le bien fondé de cette accusation. Débat public bien gênant... puisque les témoins à charge auraient été des agents d'un gouvernement déchu et ignominieux. La solution la plus simple, écartant ainsi toute publicité autour d'une collusion entre la police allemande et la SAVAK, serait l'expulsion pure et simple des onze étudiants. La parole est à la « Justice ».

MAYENCE — Comme à Offenbach et à Francfort (voir M.L. du 6 décembre), la question des logements se pose à Mayence. En particulier pour les étudiants : il manque, en effet, 600 logements et la situation est plus grave à Mayence que dans le reste de l'État fédéral. On démolit - aux fins d'une spéculation foncière éhontée - des immeubles habitables. L'Association générale des étudiants de l'Université de Mayence a lancé des appels, édité des tracts et décidé de passer à l'action en occupant - à titre d'exemple - pour trois jours un immeuble inoccupé. Action bien modérée... mais qui n'est pas sans lendemains !

CONGRES DU PARTI SOCIAL-DEMOCRATE SPD — Il vient de se tenir à Berlin-ouest, tandis qu'à Berlin-est siègeaient les ministres des Affaires étrangères des États du Pacte de Varsovie. A première vue, rien de sensationnel : on a maintenu la confiance à Schmidt pour les élections de septembre 80 et il a obtenu gain de cause sur les deux points essentiels : maintien du programme nucléaire, accord pour les fameusés fusées « Cruise » et « Pershing II » dont l'implantation en Europe occidentale est prévue par l'OTAN. Dans cette période de pré-guerre, il s'agit d'équilibrer la puissance militaire de l'URSS massée aux abords du rideau de fer. Mais on sait que les milieux de l'extrême-gauche font un distingo entre les fusées soviétiques « SS 20 », progressistes, pacifiques et respectables, et les fusées de l'OTAN, bellicistes, provocatrices et impérialistes. Et le parti du chancelier Schmidt subit l'infiltration de ces éléments pro-soviétiques : les Jusos, le sénateur Scherf de Brême, Egon Bahr et - planant au-dessus - Willy Brandt. Il sera difficile à Schmidt de faire état d'un programme électoral approuvé par l'unanimité du SPD !

DANS L'EXTREME-DROITE — Le parti NPD doit tenir son congrès (le 13e) à Manneheim, les 8 et 9 décembre. Le NPD est en déclin depuis plusieurs années : baisse des effectifs, résultats de plus en plus décevants dans les diverses consultations électorales, attaques toujours plus virulentes de l'extrême-gauche contre ce qu'elle appelle le « néo-nazisme ». Quand les affaires vont mal... on accuse la direction ! Certains qu'à Mannheim l'actuel président Mussgnug sera vivement attaqué pour sa gestion catastrophique et un candidat se présente contre lui : Güsther Deckert. L'hebdomadaire *Wochen-Zeitung* (7-12), organe officieux du KPD, met en garde le parti contre ces querelles internes, ces divisions qui ne pourraient qu'affaiblir davantage le parti. Si on excepte les éléments durs, activistes et « radicaux » d'extrême-droite, il semble bien que les troupes du NPD voteront « utile », voteront Strauss (CSU)... ce qu'elles font un peu partout depuis plusieurs années !

autriche

AMERTUME ET ALLEGRESSE — Amertume dans les congrès que viennent de tenir les partis d'opposition populaire (ÖVP) et libéral (FPÖ), les deux perdants des dernières élections.

Allégresse au congrès du parti social-démocrate (SPÖ) du chancelier Kreisky : ce dernier a été réélu à la présidence par 489 voix sur 490 votants. La même unanimité ne s'est pas retrouvée pour l'élection de ses deux coadjuteurs : le ministre des finances, Androsch, et le maire de Vienne, Gratz. La gauche du parti - les Jusos ! - reproche, en effet, à Androsch d'être trop « à droite ». Il y eut aussi de la part des ces mêmes éléments des critiques à l'égard de Kreisky qui, trop attaché à l'économie de marché, ne veut rien savoir de l'économie planifiée (en honneur dans les pays de l'Est !).

LES ETERNELS « NAIFS » ! — Le nouveau président du parti populaire (ÖVP), le Dr Alois Kock, a fait l'éloge du plan de désarmement (?) présenté par Breschnev, lors de la conférence tenue à Berlin-est. Le plan de Breschnev serait « un grand pas en avant pour la détente et la consolidation de la paix en Europe ». Sans doute, pour Kock, les fusées « SS 20 » et les divisions du pacte de Varsovie massées derrière le rideau de fer, sont les garantes des intentions pacifiques des « démocraties populaires »...

r.d.a.

LES « MERCENAIRES » DE L'URSS — Le M.L. du 6 décembre a signalé le voyage de Honecker en Ethiopie, au cours duquel le dirigeant de la République dite démocratique, a assuré l'Ethiopie de son concours. De plus en plus, la RDA - après Cuba - est l'agent actif de l'infiltration russe en Afrique. Récemment, une délégation militaire de Tanzanie s'est rendue en RDA et a visité l'école des sous-officiers de l'armée de l'air à Bad-Dubau, ainsi qu'un régiment motorisé (avec exercice de tir). Des conversations ont eu lieu au ministère de la Défense, en vue de renforcer la collaboration entre les forces armées des deux pays.

Une délégation militaire du Mozambique vient de quitter la RDA, après un séjour d'une quinzaine de jours, à partir du 21 octobre. A sa tête se trouvait le ministre de la Défense, Armando Guebuza. Elle a visité l'école technique de sous-officiers de Rostock, les écoles d'officiers des garde-frontières de Plauen et l'Académie militaire « Friedrich Engels » de Dresde. Sans oublier les services des troupes de « Sécurité ». On s'est mis, là aussi, d'accord pour l'extension d'une fructueuse collaboration dans le domaine de l'instruction militaire. C'est Honecker, lui-même, qui a salué la délégation à son départ.

hollande

MESURES CONTRE LES TRAVAILLEURS IMMIGRES — Désormais, les patrons ayant à leur service des travailleurs étrangers sans permis de travail, seront frappés d'une amende. Résultat : de nombreux licenciements suivis de nombreuses expulsions. Signalons à ce sujet, le cas d'un Argentin débarquant à Flessingue, le 26 novembre, invité par des amis Néerlandais. Il n'avait pas sur lui la somme d'argent exigée de tout touriste et le séjour lui fut refusé. Un ami de Delft, avisé, offrit de verser une caution, mais l'argent devait être versé dans un délai de deux heures (!). Delft étant à 200 km de Flessingue et les banques étant fermées, le malheureux fut aussitôt refoulé sur un navire de retour. Il se jeta à la mer pour regagner Flessingue à la nage et périt noyé. Quand la bureaucratie étatique allie la stupidité à la brutalité !

LES JOUETS GUERRIERS — La nuit du 5 au 6 décembre, c'est la nuit de St. Nicolas, ce père Noël des petits Néerlandais. Les magasins sont pleins de joujoux et les enfants peuvent admirer un « combat naval », des mitraillettes et même des « menottes authentiques ». Mais le 22 novembre, dans une dizaine de villes - dont Amsterdam, Rotterdam, Utrecht, Gromingen - des bandes de petits négrillons, suite traditionnelle de St. Nicolas. ont envahi les magasins, bousculé les étalages guerriers, répandu de la peinture et planté des pancartes : « jouets guerriers : meurtre des enfants ! ». Cette action directe a eu des échos dans la presse, a mis en branle les services de sécurité des magasins et les journaux bien-pensants se sont indignés de ces « actes de violence » !

L'ACTION ANTIMILITARISTE — Le 29 novembre, deux insoumis totaux ont été condamnés pour la deuxième fois à 18 mois de prison et sont encore menacés de la peine d'isolement dans leur cellule. Un autre insoumis a été proposé pour 20 mois de prison. Après le verdict, le groupe d'action de « Onkruit » a barré la porte de la prison : heurts avec la police, suivis de 38 arrestations. A Amhem, 5 arrestations. le groupe antimilitariste « Onkruit » multiplie les actions non-violentes. Il semble capable de succéder au fameux mouvement « Provo » des années 66, mais avec une base théorique infiniment plus solide.

Liste des livres et des brochures en vente à Publico

Pour les ventes par correspondance, ne pas oublier les frais de port

CCP Publico 11 289 15 M PARIS

DIVERS

BRASSENS G.
La tour des miracles..... 12,50
CAMUS A.
L'homme révolté..... 12
BERKMAN A.
Mémoires de prison d'un anarchiste..... 62
BERGER C.
Pour l'abolition du salariat..... 6
CARLES E.
Une soupe aux herbes sauvages..... 10
CAUSE COMMUNE
Qui a peur de l'autogestion..... 22,50
LIVROZET S.
De la prison à la révolte..... 32
La rage des murs..... 33
Hurle..... 25
Diégo..... 26
Le sang à la tête..... 39
Lettre d'amour à l'enfant que je n'aurai pas. 43
LES CAHIERS DU FEDERALISME
K. Marx devant le tribunal révolutionnaire.. 30
MALON B.
Précis de socialisme..... 15
C. ALBERT et J. DUCHESNE
Le socialisme révolutionnaire..... 15
SOREL G.
Réflexions sur la violence..... 40

Les Editions du Monde Libertaire

la conquête du pain
kropotkine

la pilule ou la bombe
maurice laisant

de la capacité politique des classes ouvrières (2 tomes).
proudhon

Proudhon

IDEE GENERALE de la REVOLUTION

Pierre Kropotkine

L'Entr'aide

DESANTI D.
Les socialistes de l'utopie..... 13,60
COUTE G.
La chanson d'un gas qui a mal tourné..... 25
Glossaire (parler des pays beaucerons)..... 9
DARIEN G.
L'ennemi du peuple..... 30
Le voleur..... 22,50
Les pharisiens..... 19
GURVITCH G.
Les cadres sociaux de la connaissance..... 51
ILLICH I.
Energie et iniquité..... 15
KOMMUNE 2
La vie d'une communauté..... 35
JOYEUX M.
Le consulat polonais..... 12
Le dénonciateur..... 15
FROMM E.
La crise de la psychanalyse..... 13
La passion de détruire..... 74
Le langage oublié..... 13
LIPIANSKY M.
Esquisse d'une économie fédéraliste..... 7,50
MERCIER-VEGA L.
La chevauchée anonyme..... 31
LANGLOIS D.
Les dossiers noirs de la police française.. 13,50
Les dossiers noirs de la justice française. 13,50
Le nouveau guide du militant..... 16
LA BOETIE E. (de)
Oeuvres politiques..... 10
MOUNIE E.
Communisme, anarchie et personnalisme 9,50
RUSSEL B.
Le monde qui pourrait être..... 13
RAGON M.
Histoire de la littérature prolétarienne..... 52
CLASTRES P.
La société contre l'État..... 30

REVUES ET LIVRES DES GROUPES F.A.

GROUPE DE BORDEAUX
Calendrier 80..... 20
GROUPE VOLINE
La mémoire sociale..... 8
GROUPE LOUISE MICHEL
La Rue n°6 au 26 sauf le 10, 14, 21..... 15
N° 27..... 18
GROUPE FRESNES-ANTONY
Volonté anarchiste n°1 au 8 chaque..... 10
GROUPE FRESNES-ANTONY
Collection anarchiste n°1 et 2 chaque..... 35
GROUPE SACCO-VANZETTI
L'entraide de Kropotkine..... 35
GROUPE DE BESANÇON
Les syndicats ouvriers et la révolution sociale de Besnard..... 39
BIBLIOTHEQUE ANARCHISTE
La conquête du pain..... 25
La pilule ou la bombe..... 25
La capacité politique des classes ouvrières.. 50
GROUPE E. GOLDMAN
Revue anarchiste
N° 2-3..... 5
N°4 et n°5 chaque..... 8
RELATIONS INTERNATIONALES
Combat libertaire n°1 et 2 chaque..... 7

Théâtre des Trois Vallées

Les trois petits cochons

Ce conte revu et corrigé par le Théâtre des Trois Vallées, plus communément appelé T.3.V., vous réserve quelques surprises : une fois effectuées, les formalités d'usage (prendre son ticket, mais trois petits cochons pour le prix d'une entrée ; prise des différentes mensurations ; le verre de bienvenue bu avec un petit cochon), bref, vous voilà déjà dans l'ambiance et cela ne fait que commencer.

Toute la pièce n'est que loufoquerie digne de Cami ou de Pierre Dac. Le T.3.V. partage sa joie de vivre (d'ailleurs, il distribue des bons de joie de vivre, et le fou rire n'est pas seulement dans la salle, mais il éclate également sur scène.

Dans ce conte, personne n'est épargné, du terrorisme au nucléaire, de la psychiatrie aux promoteurs immobiliers, en passant par l'État, l'armée, les patrons... Et même le conteur sera contesté par l'ensemble de la troupe pour qu'il change la fin de l'histoire. Ce qui sera fait et personne ne sera mangé. Mais cela se terminera par la réconciliation générale et une ronde enfantine des comédiens.

Après tout, ne sont-ils pas des petits cochons.

PIERRE (Metz)

Mama Béa : rebelle

« Je ferai un enfant qu'on viendra recenser, pour l'aller mettre à genoux sur les bancs de vos écoles tristes, pour apprendre des jeux tels que l'obéissance, le silence et la peur ».

Les mots de Mama Béa s'insurgent sans cesse, à l'heure des discours sur la guerre et des équations nucléaires, devant la montée des multiples menaces autoritaires. Sa voix tempête en s'abreuvant de rock, contre la soumission organisée, afin de détruire toutes les castrations du vieux monde.

« On a vomi les mêmes choses, le nanti et sa valetaille, les soumis et les sans-reproches, les vertueux, les incolores, les médaillés de tous les bords, et leurs bureaux de bienfaisance ».

Libertaire, elle hurle sa déviance, en criant son refus des despotes et des marchands de mort. C'est une rebelle.

Arthur PELUCRE

Spectacle

Les Babouches

Vous vous appelez *Les Babouches font du Rock mou* **?**
Oui et du Hard Tango.
Pourquoi les Babouches ?
Parce que nous sommes les sœurs de cendrillon et q'une bonne fois pour toutes, les chaussures de vair ça ne nous va pas, là !

Ph. D. Guillemant

Comment vous êtes-vous rencontrées, comment avez-vous commencé ?
Ce jour-là, la porte de la cuisine s'ouvrit et ZAZA BOA qui espérait encore décrocher une médaille aux olympiades de l'encaustique, sauta sur ses patins, tenta de faire un double axel, perdit ses bigoudis et dépitée, ne vit pas apparaître cette fameuse tornade blanche si difficile à réussir. RITA MAMBO leva le nez de sa machine à écrire où elle tapait le centième épisode du scénario de la vie de la pénélope intitulé « Faire et défaire c'est toujours ça de pris en attendant tu ne t'essuies pas les pieds sur mon tapis ». Elle en avait perdu le fil. Son regard se posa sur MIMI BASTILLE qui s'appliquait à épiler une veste en vison, gagnée à la foire du Trône, histoire d'en faire un vrai cuir...

J'ai le blues, lâcha LOLA COSMIC en descendant du pick-up, la musique sur disque c'est bien pratique, mais avec un micro c'est plus rigolo ! ajouta-t-elle : la quartet était née, voilà on s'est rencontrée simplement et on n'a rien fait pour chercher à se plaire.

Mais où vous situez-vous musicalement ?
A mi-chemin entre les sex-pistols et le nougat mou de Montélimar.
Ainsi naquirent quatre étoiles nouvelles au firmament des stars de deuxième zône...

Avec ZAZA BOA à la basse, RITA MAMBO aux percussions, MIMI BASTILLE à la guitare, LOLA COSMIC au piano.
TOUS LES SOIRS A 20 H 45 AU THEATRE D'EDGAR, BLD EDGAR QUINET, SAUF DIMANCHE.

PRUD'HOMMES : les travailleurs ont choisi l'efficacité !

Le scrutin du 12 décembre, relatif comme chacun sait aux élections prud'homales, est riche d'enseignements. Non pas par le nombre des votants, non pas par le battage publicitaire des pouvoirs publics, non pas non plus par le fait que ces élections étaient rendues possibles durant le temps de travail. Toutes ces millions d'heures perdues pour la circonstance n'ont pas été, pour une fois, dramatisées par le patronat, le gouvernement et les moyens d'information. Cette journée de chaos pour l'économie française a été admise par tous.

	INDUSTRIE		COMMERCE		AGRICULTURE		ACTIVITÉS DIVERSES		ENCADREMENT	
	VOIX	%	VOIX	%	VOIX	%	VOIX	%	VOIX	%
Inscrits	5.461.784		3.307.448		447.236		1.735.884		1.227.079	
Votants	3.913.541	71,6	1.853.152	56	273.993	61,2	884.829	50,9	785.961	64
Exprimés	3.778.041	69,1	1.784.029	53,9	258.284	57,7	852.873	49,1	770.151	62,7
Abstentions	1.548.243	28,3	1.454.296	43,9	173.243	38,7	851.055	49	441.118	35,9
C.G.T.	1.896.942	50,2	756.981	42,4	80.088	31	300.941	35,2	129.443	16,8
C.F.D.T.	847.031	22,4	417.585	23,4	87.207	33,7	229.372	26,8	138.475	17,9
F.O.	592.110	15,6	351.600	19,7	59.531	23	189.393	22,2	107.994	14
C.F.T.C.	220.128	5,8	133.500	7,4	19.476	7,5	91.880	10,7	52.421	6,8
C.G.C.	66.394	1,7	30.600	1,7	905	0,3	7.328	0,8	277.063	35,9
A.L.S.	129.424	3,4	54.658	3	1.332	0,5	12.126	1,4	14.197	1,8
U.F.T.	14.909	0,3	35.456	1,9	0	0	19.313	2,2	8.723	1,1
F.G.S.A.O.	4	0	0	0	8.615	3,3	0	0	1.513	0,1
Divers	11.099	0,2	3.648	0,2	1.130	0,4	2.520	0,2	40.322	5,2

Résultats par section

Comme quoi cette dernière, quoiqu'en dise les mauvaises langues qui nous exploitent, peut pour un tel consensus se permettre le luxe d'un arrêt technique assez considérable, puisqu'il toucha quelques huit millions de salariés.

Non décidément ce scrutin est exemplaire par les résultats qui s'en dégagent. Le mouvement révolutionnaire, les anarcho-syndicalistes en particulier, doivent tirer les conclusions évidentes qui s'imposent.

En premier lieu, les résultats confirment que les salariés, dans leur très grande majorité ont choisi l'efficacité des grandes centrales syndicales représentatives. L'échec des syndicats dits « libres » est révélateur de la méfiance du prolétariat à l'égard de tout ce qui est extrême. Celui-ci n'est pas prêt à prendre partie en faveur de positions « maximalistes », dans la mesure où rien ne l'y pousse. Y serait-il obligé qu'on serait peut-être surpris des positions prises...

La pesanteur sociologique existe au sein du monde ouvrier et, si certains peuvent regretter l'évolution du mouvement syndical, ces élections confirment malheureusement que ce monde ouvrier vote « efficace » comme le disait une affichette CGT.

Voter efficace, c'est voter pour ceux qui, en définitive, traduisent le mieux en termes militants la revendication de gamelle. Et, dans le détail des résultats, on peut dire que les courants les plus réformistes qu'ils soient de FO, de la CFDT, voire de la CFTC, ont gagné des positions dans cette guerre de tranchée que sont les sièges prud'homaux. C'est malheureusement dans la logique des choses. La politique contractuelle ça existe, même si on ne la perçoit pas toujours très bien, même si l'on est pas d'accord avec elle. L'action persévérante et continue de la lutte réformiste paie à long terme. Le prolétariat, dans nos nations industrielles, s'est enkylosé dans la voie du confort, de la sécurité matérielle. C'est une lapalissade, bien entendu, et la poussée réformiste n'a donc rien d'extraordinaire. Par contre, en prenant le recul qui s'impose, ce fait doit nous faire réfléchir sur les modalités de nos formes d'action.

La valeur de la théorie est une chose. Son adaptation aux problèmes de temps une autre, beaucoup moins facile à mettre en œuvre. Cela veut dire qu'il faut concilier lutte réformiste et perspective révolutionnaire, selon un dosage difficile et subtil. Cela veut dire qu'il faut être présent dans les luttes, y participer activement. Cela veut dire qu'il faut être un militant pratique et critique et non pas le petit rigolo gauchiste qui joue les VRP de la révolution.

Le deuxième enseignement révélateur concerne les cadres. Avec tout le battage que ceux-ci nous ont fait subir ces derniers temps et qui concernait notamment la détoriation de leurs revenus, on aurait pu croire à un renforcement des positions de la CGC. En fait, les trois confédérations ouvrières semblent avoir bénéficié d'un report relativement important, la CGC ne maintenant que ses positions. Il est possible que ce « glissement » soit la conséquence tardive des évènements de 1968 qui secouèrent la jeunesse étudiante. Nous formulons là une hypothèse évidemment discutable, mais, en tous les cas, possible. L'aspect trop catégoriel de la CGC n'étant pas, pour nombre de cadres (55%, les trois centrales confondues), le reflet idéal de leur volonté combattive.

En définitive, Maire et Bergeron ont tout lieu d'être satisfaits. Chacun à son niveau doit apprécier la politique suivie par sa centrale. Est-ce à dire que ces deux syndicats mènent une bonne politique ?

Loin de nous de tels propos. S'ils récoltent aujourd'hui les fruits de leur action au jour le jour dans le cadre du système, une contraction importante de l'activité économique dans nos nations industrielles peut faire basculer rapidement la situation présente et rendre inopérantes des centrales qui ont perdu à l'esprit la transformation sociale que préconisait notamment la Charte d'Amiens.

Nous avons reparlé de 1968. A l'époque, nous avions vécu l'impuissance des trois grandes centrales syndicales devant un mouvement populaire qui les a, un moment, distancés. Une telle situation, sans aucun doute, se représentera. Et, il ne sera pas dit que celles-ci pourront y faire face dans les mêmes conditions. Il est des périodes où l'action réformiste, la philosophie même de cette action, est balayée par des forces plus puissantes. C'est dans cette perspective que le mouvement libertaire doit s'inscrire, sans renier si besoin est ses attaches avec le « vieux monde ».

Alors les élections prud'homales, un coup pour rien, pour reprendre une formule qui nous est chère ? Non pas. Ces élections; aussi discutables soient-elles, indiquent des directions, des tendances, certes relatives, mais réelles tout de même. C'est une sorte de bilan de santé du corps social et comme tel mérite qu'on s'y intéresse, ne serait-ce que pour en tenir compte dans notre action quotidienne.

Roland BOSDEVEIX

POUR UN SYNDICAT AGRICOLE D'ACTION DIRECTE

Face au pouvoir qui, par ses décisions, sacrifie sur l'autel du profit et de la rentabilité une catégorie de paysans et, comme par hasard, les moins nantis, aucune réaction des syndicats agricoles : c'est le vide le plus absolu.

En effet, l'agriculture est en train de se remodeler suivant les impératifs économiques fixés par les gouvernements des neuf pays membres de la CEE. Ils cherchent à spécialiser chaque pays dans une production bien précise : la Grande-Bretagne : les ovins, la Hollande : la vache laitière, la France : les céréales, etc.

Ce qui signifie, pour des régions comme la Lozère dont la base de son agriculture repose sur l'élevage - ovins et bovins -, la disparition progressive des petites exploitations, soit au profit du tourisme, soit rachetées par de gros propriétaires qui y feront travailler des ouvriers pour un salaire dérisoire : LE TEMPS DU SERVAGE N'EST PAS MORT !

Devant cette situation aucune réaction des syndicats agricoles. Pourquoi ? Il suffit de se référer aux élections européennes où le secrétaire du Centre National des Jeunes Agriculteurs (CNJA) s'est présentée sur une liste de la majorité et Michel Debatisse, président de la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (FNSEA) sur la liste Veil, et récemment nommé secrétaire d'État aux industries agro-alimentaires.

Ces faits nous font aisément comprendre le rôle de collaboration que joue les syndicats agricoles avec le pouvoir, collaboration bien compréhensible puisque la majorité des dirigeants syndicaux, au niveau national comme départemental, sont de gros propriétaires terriens.

Il nous paraît donc nécessaire et indispensable la création d'un syndicat agricole d'action directe. Pourquoi un syndicat d'action directe ?

- Parce que nous n'avons rien à attendre de l'État et que nous ne devons compter que sur nous-mêmes. Nous refusons de négocier et de parlementer avec les pouvoirs publics qui nous assassinent.

- Parce que les syndicats actuels font de la collaboration de classe, alors que nous préconisons la lutte de classes comme moyen pour aboutir à la révolution sociale.

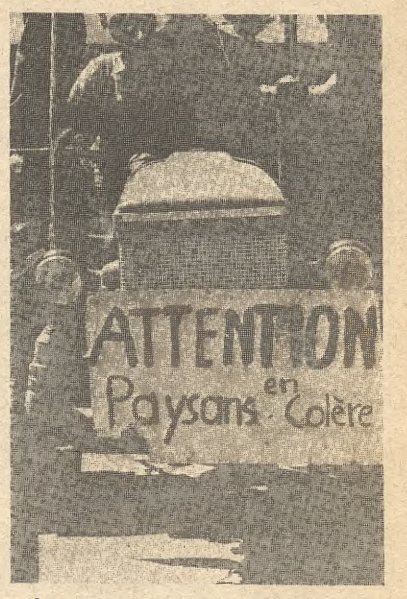
- Parce que nous refusons et dénonçons le dépeuplement de la Lozère et d'une façon plus générale celui du Languedoc-Roussillon, au profit du tourisme et des camps militaires qui font crever la région.

- Parce que la terre n'est pas un moyen de spéculation, mais un outil de travail et que la terre appartient à ceux qui la travaillent, tout comme les usines doivent être aux ouvriers.

- Parce que les paysans doivent être solidaires des ouvriers et vice-versa, pour qu'ensemble, ils luttent pour leur émancipation, pour la révolution sociale qui fera d'eux des hommes libres et responsables.

C'est pourquoi nous préconisons des méthodes de luttes directes : désobéissance civile, occupation et exploitation des terres non-cultivées qui appartiennent généralement à des spéculateurs, réappropriation d'une partie des grosses exploitations agricoles, ainsi que l'usage de la violence s'il le faut, violence légitime face au plus grand terroriste qui puisse exister : l'ÉTAT !

Mais pour aboutir, ces actions doivent être collectives et nécessitent le regroupement des paysans et ouvriers agricoles au sein de comités d'action, comités créés suivant les affinités et les intérêts des ses membres et fédérés entre eux, afin de laisser à chaque comité son autonomie d'action et de décision.



Seul le regroupement des paysans et ouvriers agricoles au sein de comités autonomes, c'est-à-dire ne dépendant d'aucun parti politique ou syndicats réformistes existant actuellement, pourra faire aboutir nos revendications, déboucher sur la suppression de l'État et de ses forces d'oppression, pour enfin vivre dans une société libertaire et fédéraliste.

Pour tout contact, écrire aux R.I qui transmettront.

JEAN EMILE (liaison Florac)

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.